

immédiatement un projet de loi visant à mettre en œuvre les recommandations du rapport Wilson relatives à l'auditeur général?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, comme je l'ai dit il y a quelques mois, j'ai l'intention de procéder, et le gouvernement accepte la plupart des recommandations du rapport Wilson. Quant à la forme que la législation adoptera, nous ne sommes pas encore prêts à l'annoncer. Mais aussitôt que nous le pourrons, nous le ferons.

[Traduction]

DEMANDE DE RENVOI AU COMITÉ DU RAPPORT WILSON POUR RECOMMANDER LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, permettez que je pose une question supplémentaire au président du Conseil privé. Si le gouvernement ne peut ni ne veut présenter un bill dans ce sens, pourrait-il songer à charger le comité des comptes publics d'étudier la question de sorte que celui-ci puisse, étant donné que le gouvernement s'y soustrait, recommander la présentation d'un projet de loi semblable?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je regrette de n'avoir pas entendu la question adressée à mon collègue, le président du Conseil du Trésor, à laquelle je ne pourrai donc répondre. Mais, comme je tiens toujours compte des suggestions de mon honorable ami, le chef de l'opposition officielle à la Chambre, je puis lui donner l'assurance que j'accorderai à sa question toute ma bienveillante attention sinon mon appui.

* * *

L'AGRICULTURE

DEMANDE D'OCTROI DE PRIX DE SOUTIEN POUR LES VEAUX

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme la saison est avancée, que bien des éleveurs de vaches et de veaux partout au Canada sont dans une situation désespérée, et comme l'opposition officielle de la Majesté, appuie la loi sur la stabilisation des prix agricoles, le ministre ne déclarerait-il pas immédiatement que le gouvernement accordera des prix de soutien pour les veaux, aux termes de cette loi?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons décidé d'accorder des prix de soutien au bœuf, du 12 août à la fin de décembre. Un nouveau programme entrera alors en vigueur, le 1^{er} janvier, pour toute l'industrie bovine, qui s'appliquera jusqu'à la fin de l'an prochain.

* * *

LE LOGEMENT

DEMANDE DE RECONDUCTION DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE \$500

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et fait suite à celle que le député de Parry Sound-Muskoka a posée hier. Comme bien des Canadiens ont signé un contrat d'achat

Questions orales

de maison en comptant sur la subvention sur le premier achat d'une maison promise par le gouvernement pour l'acompte et qu'ils ne la recevront peut-être pas à cause des grèves et des retards causés par les conflits ouvriers, le ministre a-t-il pensé tout particulièrement à ces personnes et a-t-il fait le nécessaire pour que la subvention sur le premier achat d'une maison leur soit accordée et pour qu'on ne la leur refuse pas en raison d'une situation dont ils ne sont pas responsables?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, j'ai en effet étudié ce problème à fond. Les personnes qui se sont engagées à acheter une maison en comptant de bonne foi sur la subvention sont de toute évidence en difficulté puisque, comme on l'a annoncé, la subvention n'est valable que pour les personnes qui ont pris possession de leur maison le 31 octobre au plus tard. J'ai reporté la date limite au 31 décembre pour les personnes qui se sont engagées de bonne foi et qui, à cause des grèves ou pour d'autres raisons, ne peuvent pas emménager avant cette date.

* * *

LES POSTES

L'OPPORTUNITÉ D'UN RECOURS AUX ENTREPRISES DE MESSAGERIES POUR LA LIVRAISON DU COURRIER—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Peut-il dire à la Chambre s'il entend autoriser les entreprises de messageries à livrer, le courrier de première classe ou autre et les colis etc., au cours de la grève des Postes et s'il a l'intention de rencontrer les représentants de l'Air Industries Association of Canada et de l'Association canadienne du camionnage pour assurer le meilleur service possible de livraison en l'absence du service postal régulier?

● (1450)

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Le courrier de première classe mis à part, la concurrence n'est soumise à aucune restriction. Comme le député le sait, de nombreux services privés assurent la distribution du courrier en ce moment même. La seule limitation est celle imposée par la loi au courrier de première classe, et qu'on ne peut supprimer qu'en légiférant à ce sujet.

M. McKenzie: Le ministre n'a pas répondu à ma question. Envisage-t-il de rencontrer les représentants de ces associations? Je leur ai parlé ce matin. Ils seraient disposés à rencontrer le ministre et à discuter avec lui de la possibilité d'adopter d'autres moyens de distribution du courrier.

M. Mackasey: Je suis au courant, mais j'estime un peu prématuré d'encourager actuellement la concurrence avec nos services. J'apprécie la suggestion du député mais, je le répète, aux termes de la loi, il n'y a pas eu de lock-out; ce sont les employés qui se sont mis en grève. Il viendra peut-être un moment où nous serons obligés d'opter pour cette solution, mais je ne le souhaite pas.